



VOIE GÉNÉRALE

2^{DE}

1^{RE}

T^{LE}

Histoire

ENSEIGNEMENT

COMMUN

FRAGILITÉS DES DÉMOCRATIES, TOTALITARISMES ET SECONDE GUERRE MONDIALE (13-15 HEURES)

SOMMAIRE

<i>Axes majeurs et problématique générale du thème</i>	3
Axes majeurs	3
Problématique générale du thème	4
La place du thème dans la scolarité	4
<i>L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux</i>	4
Éléments de problématique	4
Problématique possible	6
Insertion possible des points de passage et d'ouverture	6
Capacités et méthodes : exemple	8
<i>Les régimes totalitaires</i>	9
Éléments de problématique	9
Problématique possible	11
Insertion possible des points de passage et d'ouverture	11
Capacités et méthodes : exemple	14
<i>La Seconde Guerre mondiale</i>	14
Éléments de problématique	14
Problématique possible	15
Insertion possible des points de passage et d'ouverture	15
Capacités et méthodes : exemple	18
<i>Pièges à éviter</i>	19
Sur le chapitre 1	19
Sur le chapitre 2	19
Sur le chapitre 3	19
<i>Pour aller plus loin : bibliographie et sitographie</i>	20
Bibliographie	20
Sitographie	21

Chapitre 1. L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

Objectifs du chapitre

Ce chapitre vise à montrer l'impact de la crise économique mondiale sur les sociétés et les équilibres politiques, à court, moyen et long terme.

On peut mettre en avant :

- les causes de la crise;
- le passage d'une crise américaine à une crise mondiale;
- l'émergence d'un chômage de masse.

Points de passage et d'ouverture

- Les conséquences de la crise de 1929 en Amérique latine.
- 1933 : un nouveau président des États-Unis, F. D. Roosevelt, pour une nouvelle politique économique, le *New Deal*.
- Juin 1936 : les accords Matignon.

Chapitre 2. Les régimes totalitaires

Objectifs du chapitre

Ce chapitre vise à mettre en évidence les caractéristiques des régimes totalitaires (idéologie, formes et degrés d'adhésion, usage de la violence et de la terreur) et leurs conséquences sur l'ordre européen

On peut mettre en avant les caractéristiques :

- du régime soviétique;
- du fascisme italien;
- du national-socialisme allemand.

Points de passage et d'ouverture

- 1937-1938 : la Grande Terreur en URSS.
- 9-10 novembre 1938 : la nuit de Cristal.
- 1936-1938 : les interventions étrangères dans la guerre civile espagnole : géopolitique des totalitarismes.

Chapitre 3. La Seconde Guerre mondiale

Objectifs du chapitre

Ce chapitre vise à montrer l'étendue et la violence du conflit mondial, à montrer le processus menant au génocide des Juifs d'Europe, et à comprendre, pour la France, toutes les conséquences de la défaite de 1940.

On peut mettre en avant :

- un conflit mondial : protagonistes, phases de la guerre et théâtres d'opérations;
- crimes de guerre, violences et crimes de masse, Shoah, génocide des Tsiganes;
- la France dans la guerre : occupation, collaboration, régime de Vichy, Résistance.

Points de passage et d'ouverture

- Juin 1940 en France : continuer ou arrêter la guerre;
- De Gaulle et la France libre;
- Le front de l'Est et la guerre d'anéantissement;
- Juin 1944 : le débarquement en Normandie et l'opération Bagration
- 6 et 9 août 1945 : les bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki.

Axes majeurs et problématique générale du thème

Axes majeurs

Le thème 1 met en lumière les difficultés auxquelles les régimes démocratiques libéraux ont été confrontés dans les années 1930 et la façon dont ils ont fait face au défi lancé par les régimes fascistes pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les bouleversements économiques, sociaux, culturels et politiques issus de la Première Guerre mondiale et de ses conséquences avaient déjà mis au défi les régimes démocratiques et leurs principes. Ces fragilités multiples sont accentuées encore par la dépression mondiale qui commence par la crise de 1929. Il ne s'agit pas de les étudier en tant que telles, mais plutôt de s'interroger sur la capacité des démocraties à y faire face. La réflexion porte sur les années 1930 qui marquent la fin d'un monde (fin du système financier, échec de la SDN et de son projet de sécurité collective, échec de l'esprit de Locarno). Pour autant, avant même le krach boursier, les sociétés occidentales connaissent une crise de confiance. La crise de 1929 ne fait qu'exacerber cette dernière. Les classes moyennes, soutien traditionnel de la démocratie, sont particulièrement touchées par les conséquences du « jeudi noir ». Ces fragilités ne sont pas seulement internes, mais témoignent également des difficultés que les démocraties rencontrent pour rester crédibles face à des régimes qui proposent des modèles alternatifs, parmi lesquels les totalitarismes.

Le terme de « totalitarisme » apparaît pour la première fois en 1923, dans les colonnes du journal *Il Mondo*, sous la plume de Giovanni Amendola, opposant politique de Mussolini, afin de dénoncer l'idéologie fasciste visant à assurer un contrôle « total » de l'État sur l'ensemble de la société. À travers l'usage du terme de « totalitarismes » au pluriel, le chapitre 2 invite à mettre en évidence les différentes réponses que ces régimes entendent apporter à la crise multiforme, systémique, que connaissent les démocraties. Les totalitarismes, fascismes ou communisme, ne cherchent pas à soigner, mais proposent d'éradiquer ce que leurs dirigeants et militants voient comme les causes profondes de la « maladie », pour reprendre le sens premier du terme de « crise », à savoir la phase aigüe d'une pathologie. Ils souhaitent éradiquer le capitalisme et la démocratie libérale responsables, selon eux, des difficultés rencontrées par les États durant les années 1930, et pensent que la réponse à cette crise passe par la formulation d'une nouvelle pureté idéologique, mettant en scène l'unanimité du peuple derrière son chef jugée supérieure à la règle majoritaire, portée par l'idéal d'un « homme nouveau » qui serait l'incarnation parfaite de l'idéologie, capable de la faire triompher dans le monde.

Durant les années 1930, on assiste donc à une véritable confrontation entre des « cultures politiques » très différentes, sous la forme d'une offensive des totalitarismes contre les démocraties, mais également d'affrontements entre totalitarismes, débouchant sur des combats d'une violence sans précédent à l'échelle du monde (chapitre 3). Il ne s'agit pas d'aborder ce troisième chapitre de façon téléologique, en présentant la guerre comme inévitable. Pour autant, la guerre fait partie du projet des fascismes, elle en est une finalité et elle est une valeur en soi.

Les crises des années 1930 et la guerre posent donc la question de la place de l'État, dans les démocraties comme dans les régimes totalitaires. Cette période débouche ainsi après 1945 sur un renforcement de la place de l'État dans les démocraties, pour réguler et prévenir les crises.

Problématique générale du thème

Comment le pouvoir des États se renforce-t-il dans l'entre-deux-guerres ? Quelles furent les conséquences des ambitions géopolitiques des régimes totalitaires ?

La place du thème dans la scolarité

La période allant des années 1930 à la fin de la Seconde Guerre mondiale est étudiée une première fois en **CM2**, avec le thème « **La France, des guerres mondiales à l'Union européenne** » et en particulier la partie « **Deux guerres mondiales au XX^e siècle** ». L'étude, comme le titre l'indique, se focalise sur la Seconde Guerre mondiale et sur la France, et se fait à partir de la dimension mémorielle en soulignant les traces des guerres dans le présent. Cela permet d'évoquer le conflit, la Résistance, la France combattante et la collaboration, ainsi que le génocide des Juifs et les persécutions à l'encontre d'autres populations.

Le professeur s'appuie cependant en premier lieu sur les acquis du cycle 4, en particulier du thème 1 de **troisième**, « **L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945)** », qui met l'accent sur l'Europe de l'entre-deux-guerres à travers la fragilisation des démocraties (avec un focus sur le Front populaire) et l'affirmation des régimes totalitaires en URSS et en Allemagne, puis met en avant la dimension planétaire de la Seconde Guerre mondiale en questionnant la notion de guerre d'anéantissement.

L'approche du programme de terminale a vocation à mettre davantage en avant la dimension planétaire de la crise et de la dépression des années 1930 afin de mettre en perspective les différentes réponses des États. Elle amène à questionner de façon plus fine et critique des questions essentielles comme la place de l'État, ou la définition des totalitarismes, ainsi qu'à présenter encore plus nettement la dimension mondiale de la guerre, le tout en s'appuyant sur des éléments moins connus des élèves, comme la crise des années 1930 en Amérique latine, le fascisme italien, ou la France libre.

L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

Éléments de problématique

Ce chapitre s'intéresse à l'impact de la crise mondiale, et donc de la dépression qu'elle provoque, sur les sociétés et les équilibres politiques à court, moyen et long terme. Le professeur peut la caractériser rapidement : après des années 1920 qui ont été marquées par l'inflation et par la croissance économique, la plupart des économies du monde connaissent une contraction sans précédent, avec une baisse des prix liée à une offre surabondante par rapport à la demande, notamment aux États-Unis. Crise cyclique, financière, de surproduction : les origines de la crise et de la dépression sont multifactorielles et ne doivent pas faire l'objet d'une analyse approfondie. Les présenter doit permettre de saisir le contexte économique de la fin des « années folles ». L'essentiel est de faire comprendre simplement le mécanisme de la crise, le passage d'une crise boursière à une crise de l'économie réelle.

Retrouvez éduscol sur



Compte tenu de la position dominante de l'économie américaine, cette crise se diffuse extrêmement rapidement au reste du monde. Cette diffusion résulte de la contraction des échanges internationaux, les États-Unis réduisant drastiquement leurs importations. La crise s'exacerbe également avec la montée des nationalismes économiques, sous la forme de politiques protectionnistes et de dévaluations monétaires qui renforcent la concurrence et ne permettent pas de relancer l'activité. Le point de passage et d'ouverture sur les conséquences de la crise de 1929 en Amérique latine permet d'illustrer cette contagion.

La conséquence en est une baisse du commerce mondial, de la production, une explosion du chômage, un effondrement de la demande et donc une baisse des prix, formant ce que l'on appelle un cycle récessif. Quelques chiffres suffisent à montrer l'ampleur d'une crise durant laquelle l'économie capitaliste a pu sembler s'écrouler littéralement : chute d'un tiers de la production industrielle des États-Unis et de celle de l'Allemagne entre 1929 et 1931, baisse de deux tiers du prix du blé, baisse de 60 % du commerce mondial (entre 1929 et 1932), chômage qui touche alors 27 % des travailleurs américains et 44 % des travailleurs allemands.

Afin que les élèves comprennent comment les sociétés occidentales ont fait face à ce dérèglement majeur de l'économie libérale, trois d'entre elles peuvent guider la réflexion. La société américaine, épice de la crise, la société française, pour qui la crise est d'une longueur sans précédent, et la société allemande, frappée très brutalement dès 1929 du fait de son ouverture importante aux capitaux américains. Ces trois sociétés illustrent des choix politiques différents pour faire face à ce que Dominique Kalifa qualifie de « césure majeure » de l'entre-deux-guerres.

Cette crise entraîne des bouleversements politiques capitaux, en grande partie en lien avec une des manifestations les plus visibles des conséquences sociales de la crise, l'émergence d'un **chômage de masse**. Aux États-Unis, on compte près de 13 millions de chômeurs en 1933, soit un actif sur quatre. Toutes les catégories sociales sont touchées. Les conditions de vie se dégradent. Un peu partout, des maladies réapparaissent, tout comme les taudis qualifiés par dérision d'« Hoovervilles ». En France, les difficultés économiques et sociales deviennent très significatives à partir de 1931. Les salariés connaissent une chute de leurs revenus de plus de 25 % en moyenne entre 1929 et 1935, la rente mobilière baisse de 25 % tandis que la classe moyenne indépendante (petits commerçants, petits industriels, agriculteurs...), socle traditionnel de la République, est durement touchée, même si ce sont les ouvriers qui subissent les conséquences les plus dramatiques. Les chômeurs protestent et manifestent contre la misère de leur situation.

L'incapacité des gouvernements à trouver des solutions à ce marasme économique et social se traduit, le plus souvent, par des alternances politiques. Aux États-Unis, le démocrate Franklin D. Roosevelt remplace en 1932 le très libéral Herbert Hoover pour qui la prospérité était « au coin de la rue ». En France, la droite traditionnelle laisse, en juin 1936, la place au Front populaire qui prend le contre-pied des politiques de déflation menées jusque-là dans le but de faire baisser la demande pour stabiliser les prix, mais qui débouchent sur un échec tant économique que politique. Les points de passage et d'ouverture (PPO) concernant le *New Deal* et les accords Matignon éclairent les choix opérés par les nouvelles majorités pour endiguer ce chômage de masse. En Allemagne, l'alliance électorale entre la droite conservatrice et une extrême droite renforcée par la crise, permet en janvier 1933 l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, qui prône une politique nationaliste, raciste et antisémite.

Retrouvez éducol sur



La plupart des pays connaissent donc des recompositions politiques internes. Serge Berstein évoque une déstabilisation de « l'écosystème républicain » français. À cela s'ajoute une modification des équilibres entre les pays sur la scène internationale. La crise a donc un impact sur le jeu des puissances.

L'impact de la crise de 1929 est triple. Le premier est la **remise en cause du capitalisme libéral**, de sa théorie du « laisser-faire, laissez-passer » et de sa croyance en l'autorégulation du marché avec sa « main invisible ». La **nouvelle place de l'État dans l'économie s'affirme**, place qui s'avère indispensable pour assurer l'harmonie sociale et ainsi préserver la démocratie, même s'il convient de garder une vision nuancée. Par exemple, il ne s'agit pas d'évoquer une politique keynésienne en tant que telle, même si Keynes mène la charge dès les années 1920 contre la pensée économique classique qui considère que l'offre trouve toujours sa demande et que l'État ne doit en rien perturber les marchés par ses interventions. De même, la victoire du Front populaire n'est pas directement imputable à la crise de 1929. Elle résulte d'une crise politique majeure marquée par la montée de l'antiparlementarisme, la xénophobie et l'antisémitisme, et son ciment est l'antifascisme. Le Front populaire souhaite répondre aux attentes sociales fortes pour éviter que les masses ne soient séduites par les modèles proposés en Italie, en Allemagne, en URSS.

Cette crise remet donc en question le modèle de la **démocratie libérale**, mettant à mal l'idée d'un progrès continu de l'humanité et amenant donc à s'interroger sur d'autres modèles de société possibles.

Problématique possible

En quoi la crise de 1929, révélatrice des failles du libéralisme économique, pilier de la démocratie libérale, constitue-t-elle un tournant majeur dans la perception qu'ont les populations de l'action que doivent mener les États pour assurer la prospérité de tous et la cohésion des sociétés ?

Insertion possible des points de passage et d'ouverture

Les trois points de passage et d'ouverture permettent notamment de travailler sur l'articulation entre différentes échelles. La crise de 1929 est une crise mondiale qui se décline à l'échelle régionale (Amérique latine) et nationale (États-Unis et France).

Les conséquences de la crise de 1929 en Amérique latine

Ce point de passage et d'ouverture (PPO) illustre la dimension mondiale de la crise et met en lumière les conséquences **d'une interdépendance croissante des économies**. Les **pratiques protectionnistes** freinent le commerce. Les pays, même les plus fervents défenseurs du libre-échange, imitent la politique menée aux États-Unis. Certains historiens parlent de période de « démondialisation ». Évoquer l'Amérique latine permet d'appréhender, à l'échelle régionale, les impacts de cette crise mondiale. La rétraction des échanges touche en effet les pays exportateurs de matières premières et de denrées alimentaires qui dépendent étroitement des importations des pays industrialisés, avec de lourdes conséquences sociales et politiques, notamment en Amérique latine. Ainsi, lorsque les cours mondiaux s'effondrent et ruinent les finances des pays, les gouvernements chutent les uns après les autres. Avec le coup d'État du général Uriburu en 1930, l'Argentine entre dans une ère de gouvernement militaire. Au Brésil, la même année, le populiste nationaliste Getúlio Vargas renverse la République

Retrouvez éducol sur



et met en place un régime tenant d'un nationalisme centralisateur et autoritaire qui finit par déboucher en 1937 sur l'*Estado Novo* inspiré des dictatures polonaise et portugaise, ainsi que du fascisme italien. Ce régime, violemment anticommuniste, développe cependant une politique ambitieuse en faveur des plus pauvres, ce qui vaut à Vargas une immense popularité.

La société chilienne prend une autre direction, plus à gauche, avec le renversement de Carlos Ibañez, président-dictateur. C'est aussi le cas en Colombie avec la victoire des libéraux en 1930. Le nouveau président Herrera est très influencé par le *New Deal* de Roosevelt.

Ces diverses réponses à la crise, malgré leurs contradictions, soulignent à chaque fois la volonté d'un État fort, qui prend souvent un visage autoritaire.

1933 : un nouveau président des États-Unis, Franklin D. Roosevelt, pour une nouvelle politique économique, le *New Deal*

Le point de passage et d'ouverture évoque une nouvelle politique économique car le *New Deal* rompt avec la tradition du laisser-faire, en substituant à « l'individualisme forcené » la notion nouvelle d'**État-providence**. Il renforce le **rôle de l'État fédéral** au détriment des États fédérés et de l'initiative privée, sans porter atteinte à la démocratie ni aux libertés fondamentales. Le *National Industrial Recovery Act* (NIRA) protège les consommateurs, l'*Agricultural Adjustment Act* (AAA) fait de même envers les agriculteurs. S'y ajoutent les lois sur la sécurité sociale d'août 1935. En renforçant les syndicats avec la Loi Wagner, il met en place, selon Galbraith, face à la toute-puissance du *Big Business*, un « pouvoir compensateur ».

F.D. Roosevelt incarne également une nouvelle façon de présider. Il s'entoure d'experts (ce que l'on appelle le *Brain Trust*) et, avec ses « causeries au coin du feu », construit une personnalisation du pouvoir politique par sa **médiatisation**, sorte de pendant démocratique à la propagande totalitaire. Sa politique renforce sa légitimité et sa popularité, assurant ses réélections successives et permettant une continuité à son action. Elle est parfois contestée, mais si elle ne permet pas une sortie de crise (qui n'aura lieu que pendant la Seconde Guerre mondiale), elle permet à la société américaine de traverser celle-ci sans connaître l'éclatement.

Juin 1936 : Les Accords Matignon

En mai 1936, le Front populaire, alliance électorale entre le parti communiste français (PCF), la section française de l'internationale ouvrière (SFIO) et le parti radical, remporte les élections législatives. Comme la SFIO obtient le plus de voix (détrônant ainsi le parti radical à la tête de la gauche), le président de la République, Albert Lebrun, propose à son leader, Léon Blum, de devenir président du Conseil et de former un gouvernement. Immédiatement confronté aux difficultés économiques et à un mouvement de grève des ouvriers qui voient dans ce gouvernement un soutien pour leurs revendications, Léon Blum propose au patronat et aux syndicats de négocier des accords sociaux sous l'égide de l'État.

Les résultats de ces accords (accords collectifs, liberté syndicale, délégués ouvriers) et la mise en place de lois sociales déjà prévues (semaine de 40 heures, congés payés) s'inscrivent dans l'histoire des conquêtes sociales des travailleurs depuis le XIX^e siècle. Leur objectif est d'abord d'assurer une plus grande justice sociale, mais ils sont surtout les instruments d'une politique économique : mieux partager le

Retrouvez éducol sur



travail pour lutter contre le chômage, augmenter le pouvoir d'achat pour relancer la consommation, quand bien même les augmentations de salaire initiées par les accords se trouvent rapidement grignotées par l'inflation. Ils relèvent à la fois d'un projet social, mais aussi d'un **projet politique**, préserver les classes moyennes et la classe ouvrière des « sirènes » du fascisme. Double projet dans lequel l'État, en tant qu'arbitre, occupe une place centrale. Ces accords illustrent la naissance d'un dialogue social, d'une **négociation** entre syndicats et patronat. Ils montrent la capacité de la démocratie à introduire le changement à une époque où la révolution et la réaction ne manquent pas de partisans. Face à la faillite du libéralisme économique et à l'aura des modèles totalitaires, le Front populaire propose **une voie intermédiaire pour concilier capitalisme et démocratie**. Si le point de passage et d'ouverture est abordé rapidement, on pourra privilégier cette dimension.

Le Front populaire a le mérite de renforcer l'attachement des ouvriers à la République et de faire dans un premier temps redémarrer l'économie grâce à la reprise de la production industrielle et à une baisse du chômage. Cependant, la dévaluation de la monnaie de 25 à 35 % afin d'augmenter la compétitivité des produits français à l'exportation cristallise l'opposition des rentiers, qui perdent du pouvoir d'achat, et d'une partie des salariés, qui voient leurs augmentations de salaire annulées par le renchérissement de nombreux produits. En outre, la croissance s'essouffle dès 1937 au point d'obliger Léon Blum à faire une pause dans les réformes (sur la réforme des retraites et celle de l'indemnisation du chômage), alors même que le patronat accuse les 40 heures d'être à l'origine de cette conjoncture morose. Les dissensions dans la majorité liées à la guerre d'Espagne, ainsi que la dégradation rapide des comptes de l'État ont finalement raison de Léon Blum qui démissionne en juin 1937 à la suite du refus du Sénat de lui accorder les pleins pouvoirs financiers. Formellement, le gouvernement de Front populaire se poursuit jusqu'en avril 1938 et la formation du gouvernement Daladier, soutenu par une majorité de droite.

En dépit d'un bilan contrasté, le Front populaire demeure un moment fondateur dans la politique française. Il sert de référence au Conseil national de la Résistance (CNR) dont le programme, étudié dans le thème 2, cherche à instaurer une nouvelle République, plus sociale et plus démocratique. Il demeure profondément inscrit dans la culture politique de la gauche et sert de modèle à l'union des gauches, autour de François Mitterrand dans les années 1970-1980 et de Lionel Jospin dans les années 1990.

Lier les deux derniers points de passage et d'ouverture peut être également intéressant. Dans son ouvrage *Le New Deal français*, Philip Nord considère en effet que le Front populaire expérimente « une relance à la française ».

Capacités et méthodes : exemple

Mettre un événement ou une figure en perspective
Identifier et évaluer les ressources pertinentes en histoire
Savoir lire, comprendre un document iconographique

Dans le cadre de l'histoire des arts, l'étude de photographies, par exemple sur [les effets de la crise aux États-Unis et en Allemagne](#) (marches de chômeurs aux États-Unis, queues devant les soupes populaires) peut servir de support à la réflexion sur les modalités de prise en charge des chômeurs, mais également sur les actions qu'ils mènent pour obtenir cette prise en charge. À l'époque, ils dépendent surtout de la

charité publique et privée car il n'existe pas d'assurance-chômage à l'échelon national. Il existe bien un système d'assurance municipale, mais cette dernière est limitée dans le temps et dans l'aide allouée. Les photographies prises par Dorothea Lange ou Russell Lee pour montrer les ravages de la grande dépression dans le monde rural sont également des supports d'analyse intéressants. On peut utiliser à profit l'exposition de la galerie du Jeu de Paume consacrée à la photographie, intitulée « [Politiques du visible](#) » (2018). Ces clichés, réalisés pour les agences du *New Deal*, cherchent à convaincre l'opinion de la nécessaire prise en charge de cette pauvreté, jugée anachronique dans une société d'abondance.

Les régimes totalitaires

Éléments de problématique

L'objectif de ce chapitre est de mettre en avant les alternatives à la démocratie que les régimes totalitaires proposent et de comprendre comment leurs projets, de natures différentes, engendrent des débats passionnés sur leur nature exacte et leurs objectifs supposés. Ces régimes bouleversent l'ordre européen. Ils génèrent, en effet, des tensions à l'intérieur des démocraties, mais également entre elles, comme le montrent les atermoiements des opinions publiques européennes, partagées entre conciliation et fermeté face aux politiques extérieures agressives de l'Italie ou de l'Allemagne (invasion de l'Éthiopie en 1935, remilitarisation de la Rhénanie en 1936, *Anschluss* et annexion des Sudètes en 1938). En outre, les régimes totalitaires n'hésitent pas à déstabiliser les démocraties de l'intérieur par des ingérences incessantes. En France, le Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot, parti fascisant, reçoit des financements de l'Italie, tout comme le *British Union of Fascists* d'Oswald Mosley au Royaume-Uni. L'URSS tente également d'influer sur les équilibres politiques internes des démocraties. Consigne est d'abord donnée aux partis communistes européens de ne pas s'associer aux socialistes, de ne pas participer à des gouvernements « bourgeois ». Staline, après l'installation en Allemagne d'un pouvoir hitlérien violemment anticomuniste et menaçant la sécurité de l'URSS, modifie sa politique. Cette « main tendue » permet l'arrivée au pouvoir de fronts populaires, en Espagne ou en France.

L'émergence des régimes totalitaires n'est pas seulement liée à la crise de 1929, même si le lien est fort pour l'Allemagne. De multiples facteurs peuvent expliquer l'affirmation de ces nouveaux types de régimes politiques, qu'ils soient idéologiques (darwinisme social, montée des nationalismes, volonté de domination) ou liés au contexte (sentiment de frustration à l'égard des traités de paix jugés injustes, manque de consensus des élites autour des régimes en place, crises économiques des années 1920, peur du communisme en Italie et en Allemagne, diabolisation du capitalisme libéral et installation d'un régime de parti unique pendant la phase de la guerre civile en URSS).

Mussolini arrive au pouvoir en 1922 et Staline s'impose définitivement en 1928. La chronologie proposée reste pour autant pertinente :

- en Italie, les années 1920 voient la mise en place de la dictature. Après les lois fascistissimes de 1926, la dictature se transforme en un État total. Certains historiens évoquent un « second fascisme » ;
- en URSS, 1929 est un tournant puisque Staline décide de relancer la révolution communiste avec la collectivisation, la planification et l'industrialisation à marche

forcée. C'est l'avènement, selon Nicolas Werth, d'un totalitarisme de « haute intensité » ;

- en Allemagne, le basculement se fait bien au début des années 1930, et moins de six mois suffisent à Hitler pour réduire à néant la république de Weimar, déjà bien affaiblie dans ses principes démocratiques.

La réflexion porte sur l'enracinement des régimes totalitaires en Europe. Ils s'imposent par leur idéologie, leur projet mobilisateur. Ils se présentent comme les seuls capables d'assurer la cohésion de la société tendue vers un même objectif. Le fascisme, par exemple, est perçu comme un rempart au chaos que vivent les démocraties et contre le communisme. Mussolini se présente comme le seul capable de mettre un terme à l'agitation sociale, de restaurer la puissance de l'État. Il incarne le redressement du pays, le retour à une fierté patriotique. Il mobilise les foules en faisant appel aux idées de sacrifice, d'héroïsme, de travail et de solidarité.

Les régimes totalitaires s'enracinent par le recours à la violence et à la terreur. La terreur semble moins présente dans le régime mussolinien que dans les régimes hitlérien et stalinien. Les points de passage et d'ouverture permettent d'illustrer plus précisément les cas de l'URSS et de l'Allemagne, mais le professeur peut montrer aux élèves que le régime mussolinien mène une véritable guerre de terreur en Éthiopie dès octobre 1937. Toutes les formes de violence sont encouragées pour venir à bout de la résistance éthiopienne, comme l'utilisation de gaz pour détruire des populations transformées en ennemis raciaux. Mussolini mène en Éthiopie une véritable politique d'anéantissement.

Dans les années 1990, grâce à des archives inédites, de nouvelles études ont été menées sur la politique de terreur du régime stalinien. Elles insistent sur le rôle du régime bolchevique dès l'origine (police politique, crimes de masse, « mise en esclavage » des « ennemis du peuple »). Dans les pas de Lénine, Staline étend le système des camps de travail et engage, selon l'historien R. Tucker, sa « révolution d'en haut ». Cette violence ne s'exerce pas uniquement contre les « ennemis de classe » comme le montre la Grande Terreur. Cette expression, que l'on doit à R. Conquest dans son ouvrage de 1968 *The Great Terror*, correspond à la politique lancée par Staline en août 1937. Étudier ce moment de « violence paroxystique », pour reprendre les propos de N. Werth, permet de mieux saisir les motifs, les ressorts, et d'identifier les victimes de la terreur mise en place par le régime stalinien dans les années 1930. Les procès de Moscou, qui symbolisent la répression stalinienne sont, selon lui, des « événements-écrans ». Ces derniers, largement médiatisés, masquent l'autre face de la Grande Terreur, celle des « opérations répressives secrètes de masse » : opérations secrètes, planifiées et centralisées, telle l'« opération Koulak », pour éradiquer définitivement les ennemis traditionnels ou supposés du pouvoir bolchevique, et opérations dites « nationales » visant les différentes minorités suspectées de faire partie d'une « cinquième colonne ».

Tous les groupes sociaux peuvent être la cible de destructions massives. Pour Vincent Duclert, la grande famine ukrainienne, qualifiée « d'extermination par la faim » (*Holodomor*), répondrait même aux critères d'un génocide par son intentionnalité, sa planification et son organisation.

Il s'agit également d'interroger les formes et les degrés d'adhésion, pour sortir du « carcan » propagande/terreur et mettre en lumière ceux qui font le choix de s'opposer ou de se tenir à une certaine distance. Cette approche s'inscrit dans une saisie du projet totalitaire et de son heurt violent avec une société qu'il ne parvient jamais à enserrer totalement ni peut-être durablement :

- en Italie : les travaux de Renzo De Felice montrent une très forte adhésion des diverses catégories sociales, au moins jusqu'en 1936. Le fascisme est synonyme de paix civile, d'ascension sociale, d'organisation du temps libre et de prestige lié au rayonnement du régime à l'extérieur. Pour autant, certains résistent à la séduction fasciste, notamment les grandes métropoles industrielles comme Turin, les « campagnes rouges » du nord et du centre nord de la péninsule ;
- en Allemagne, la majorité adhère par loyalisme envers le régime hitlérien, considéré comme légal et légitime, mais aussi en raison de l'attractivité du projet national-socialiste. La Nuit de Cristal ne suscite, selon l'historien C. Gerhal, aucune contestation ni réaction collective et très peu d'aide directe. Plus récemment, l'historien Götz Aly parle « d'accommodation ». Il montre comment le nazisme obtient le soutien de la population en lui garantissant un niveau de vie décent. Les récents travaux de Johan Chapoutot montrent que toutes les catégories sociales participent au système concentrationnaire et aux centres de mise à mort nazis ;
- en ce qui concerne l'URSS, les historiens de l'école dite « révisionniste » explorent les espaces d'autonomie et les mécanismes de défense. Au moment de la collectivisation forcée, on dénombre près de 14 000 troubles paysans, parmi lesquels des révoltes armées durement réprimées. À cette résistance active succède une résistance passive, les paysans travaillant le moins possible au sein des kolkhozes. L'embrigadement ne parvient pas à éliminer l'influence familiale. La garde des enfants est souvent confiée à une grand-mère qui transmet la culture traditionnelle. Cela montre les limites de l'emprise totalitaire.

Problématique possible

Comment les projets totalitaires, antagonistes ou alliés, ont-ils déstabilisé les sociétés européennes ?

Insertion possible des points de passage et d'ouverture

1937-1938 : La Grande Terreur en URSS

La Grande Terreur n'est pas le résultat d'une purge politique plus dure que les autres, mais l'aboutissement de pratiques policières de plus en plus radicales. Elle se développe à la fin d'une décennie marquée par une « brutalisation globale », incarnée par la « dékoulakisation », ou plutôt « dé-paysannisation » (pour V.P. Danilov, cette politique ne vise pas seulement les paysans aisés, mais a pour but la destruction de la civilisation paysanne traditionnelle), et la grande famine ukrainienne. La Grande Terreur a pour volonté d'empêcher toute indépendance d'esprit et la mise en place d'un pouvoir absolu sans égal.

Ce point de passage et d'ouverture permet d'illustrer l'usage de la violence dans le régime totalitaire soviétique, mais il peut aussi permettre de mettre en avant des

Retrouvez éducol sur



ressorts spécifiques des régimes totalitaires comme la propagande, la censure, la planification de la terreur, la construction d'un « homme nouveau », ou leur aspect « d'idéocratie » (terme de Waldemar Gurian) qui renvoie à l'importance de l'idéologie... Il permet de parler spécifiquement du cas de l'URSS, mais aussi pour les élèves de réactiver potentiellement des connaissances sur les totalitarismes.

L'objectif est de montrer que la répression ne vise pas seulement les élites (cadres du parti, de l'économie, de l'armée), mais que la Grande Terreur est surtout une répression sociale, qu'elle frappe surtout des « petites gens », des gens ordinaires censés être les soutiens du régime en vue de l'édification d'une société sans classes. Les élèves peuvent s'interroger sur la « nécessité idéologique » de cette « purification », sur le pouvoir sans égal de Staline, la construction de l'État socialiste se confondant de plus en plus avec la volonté personnelle du dictateur. Le travail repose sur la confrontation de sources variées (documents sur les procès de Moscou, résolutions secrètes du Politburo, archives du NKVD, photographies de détenus collectées par l'association russe Mémorial). Cette confrontation permet également de leur faire comprendre la démarche historique, leur faire saisir que l'histoire n'est pas figée, qu'elle peut être remise en cause comme l'a été la lecture de la Grande Terreur grâce à l'accès à de nouvelles archives dans les années 1990.

9-10 novembre 1938 : la Nuit de Cristal

Ce point de passage et d'ouverture permet d'appréhender la mise en œuvre de la politique antisémite nazie et l'adhésion qu'elle suscite. Rétrospectivement, on peut dire que la Nuit de Cristal est une étape importante dans l'acculturation de la population allemande aux mesures antisémites, dont le but est d'éliminer toute présence juive et d'encourager une émigration massive.

Au début du mois de novembre 1938, l'assassinat à Paris du diplomate Ernst vom Rath par Herschel Grynszpan, un jeune Juif polonais, sert de prétexte à Goebbels pour dénoncer un « complot juif » contre l'Allemagne. Les nazis déclenchent la Nuit de Cristal, vaste pogrom, une « destruction totale » qu'ils font passer pour un mouvement populaire. Les SA et les Jeunesses hitlériennes agressent les populations et s'en prennent aux synagogues, aux magasins, profanent les cimetières. La plupart d'entre eux portent des vêtements civils pour laisser croire à des manifestations de « l'indignation populaire ». Au lendemain de ce pogrom, l'Allemagne durcit les lois antisémites et met en place une aryanisation des biens. Les Juifs, déjà exclus du secteur public, ne peuvent plus exercer leur profession dans le secteur privé. Ils sont chassés de la vie publique (retrait du permis de conduire, interdiction d'aller au théâtre...). Après la mort civique, décrétée avec les lois de Nuremberg, ces nouvelles lois marquent la mort économique et sociale des Juifs d'Allemagne.

Étudier la Nuit de Cristal permet de préciser les étapes de la politique antisémite nazie. Dès 1933, avec la mise en place d'une politique de ségrégation à l'intérieur de l'Allemagne (boycott en 1933, lois de Nuremberg en 1935), puis à partir de 1938, avec une politique d'expulsion des Juifs et notamment des Juifs étrangers. C'est d'ailleurs l'expulsion de sa famille qui pousse Herschel Grynszpan, Juif polonais étudiant à Paris, à agresser Ernst vom Rath. Enfin, troisième étape, une politique d'extermination qui est abordée dans le chapitre 3 avec l'étude de la guerre d'anéantissement à l'Est et de la mise en œuvre de la Shoah. La Nuit de Cristal est un tournant majeur de la politique antisémite nazie. Les réactions passives des civils allemands indiquent, pour les dirigeants, que la population semble prête à accepter des mesures plus radicales.

Retrouvez éducol sur



1936-1938 : les interventions étrangères dans la guerre civile espagnole : géopolitique des totalitarismes

Ce point de passage et d'ouverture permet de mener, à travers l'aveuglement des démocraties face aux idéologies fascistes, une réflexion sur la notion d'engagement, de solidarité collective et/ou individuelle. Il permet également de changer d'échelle en montrant combien cette montée des totalitarismes déstabilise les relations internationales à l'échelle européenne. On rejoint ainsi le thème annuel du programme de terminale : « Les relations entre les puissances et l'opposition des modèles politiques des années 1930 à nos jours ».

Selon l'historien J.-P. Luis, ramener la guerre civile espagnole à un affrontement entre fascisme et démocratie est réducteur et inexact. C'est pourtant la lecture du conflit faite par les contemporains, notamment par les gauches européennes. Cette interprétation est rendue possible par l'internationalisation effective du conflit, malgré l'adoption officielle d'une politique de non-intervention de la part des gouvernements européens. Le bombardement de la ville basque espagnole de Guernica, le 26 avril 1937, par les aviations allemande et italienne, outre qu'il marque l'opinion, symbolise aussi cette internationalisation du conflit, qui a pu sembler rétrospectivement une préfiguration de la Seconde Guerre mondiale.

Dans ce contexte, le manque de réaction des démocraties désespère le président de la République espagnole. La frilosité de la France du Front populaire peut surprendre. Le choix de la non-intervention marque en effet un recul par rapport au programme de lutte contre le fascisme à l'origine du Front populaire. Pour autant, cette politique s'avère cohérente avec sa stratégie d'apaisement, au niveau européen, vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Italie, mais également au niveau national, avec une opinion publique portée par un fort sentiment pacifiste, sans compter le climat de division politique en France. Malgré l'absence de solidarité des démocraties, on assiste *a contrario* à un engagement massif des antifascistes, d'autant que l'Allemagne et l'Italie participent au conflit en apportant aide matérielle, financière et humaine aux nationalistes. Elles poursuivent ainsi leur travail de destruction de la démocratie en cherchant à montrer l'incapacité de ce régime politique et de ses dirigeants à agir. Avant la création officielle des brigades internationales par le Komintern en septembre 1936, des volontaires s'engagent pour lutter contre le péril fasciste. On estime que 30 à 35 000 militants antifascistes, venus de toute l'Europe, se battent aux côtés des républicains. L'engagement de l'URSS met en lumière l'impuissance des démocraties libérales en même temps qu'il modifie l'équilibre au sein du camp républicain. On peut citer ici l'exemple de George Orwell, qui part combattre aux côtés du Parti ouvrier d'unification marxiste, mouvement trotskiste. Il est indigné par la répression dont celui-ci est victime de la part du Parti communiste espagnol, et entame à son retour son combat contre le stalinisme au nom de la défense du socialisme démocratique, combat qui fera de lui un auteur classique de l'antitotalitarisme.

Capacités et méthodes : exemple

Mettre un événement ou une figure en perspective
S'approprier un questionnement historique
Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique

La nature, la rivalité et la volonté de rayonnement des régimes totalitaires peuvent être analysées par le biais d'un événement international qui les rassemble. Par exemple, le professeur peut s'appuyer sur l'Exposition universelle de Paris en 1937, qui a donné lieu à une rivalité architecturale marquante entre l'Allemagne nazie et l'URSS communiste, tout en étant le lieu où le tableau *Guernica* de Pablo Picasso a été présenté au public.

Cette exposition se situe donc dans le contexte de la guerre d'Espagne et peut être abordée après un point sur les origines et les enjeux de la guerre, ainsi que sur le principe des expositions universelles, étudiées en classe de première.

Le professeur commence par montrer une vue d'ensemble du site de l'exposition pour faire ressortir les deux pavillons de l'URSS et de l'Allemagne, qui dominent les autres. Des documents sur le contexte de la construction, notamment la volonté des Allemands de rehausser leur pavillon, peuvent permettre de souligner la propagande à l'échelle mondiale, avant de compléter l'analyse par l'étude des statues des pavillons afin de remobiliser les éléments de l'idéologie des deux pays et de souligner ce que ces régimes veulent mettre en valeur à l'étranger.

Le professeur peut alors faire le lien avec la guerre d'Espagne par l'étude du pavillon de la République espagnole, où est présenté le tableau *Guernica*. Cela peut être l'occasion d'introduire la guerre d'Espagne, à travers la présence de la République espagnole à cette exposition en France, et par l'étude du tableau. Cela permet de mettre en perspective les oppositions et les attitudes des différents pays, du soutien essentiellement moral de démocraties comme la France, à l'action plus directe des régimes totalitaires. Ainsi, les élèves peuvent comprendre leur propagande et leurs actions au service de leur projet politique global, ainsi que le défi qu'ils lancent aux démocraties.

La Seconde Guerre mondiale

Éléments de problématique

Face à la montée des périls et à l'expansionnisme militaire des régimes totalitaires, les démocraties ne peuvent plus reculer et l'affrontement idéologique aboutit à un affrontement direct. Cette guerre n'est pas la réitération de l'affrontement des États-nations. Selon Pascal Ory, « le fascisme vient de la guerre, et il y retourne ». La Seconde Guerre mondiale est principalement le fruit des ambitions et des projets géopolitiques rivaux ou convergents des régimes totalitaires. Le pacte germano-soviétique d'août 1939 laisse les mains libres à l'Allemagne nazie ; les exigences allemandes sur Dantzig (Gdansk) et la garantie donnée à la Pologne par la France et le Royaume-Uni poussent ceux-ci à entrer en guerre.

Dans un premier temps, il convient de présenter l'étendue spatiale, la réalité du conflit : grandes phases, théâtres d'opérations, mais aussi principaux protagonistes. L'étude de cartes combinée à une chronologie sert de support pour évoquer les moments clés du conflit et les stratégies mises en œuvre. On peut insérer ici le point de passage et d'ouverture sur les opérations Overlord et Bagration. C'est une phase descriptive indispensable pour localiser les différents fronts et les territoires concernés par la violence des affrontements entre les puissances de l'Axe et les Alliés, et pour bien mettre en évidence la dimension mondiale du conflit.

Le chapitre insiste sur la violence du conflit (crimes de guerre, crimes de masse, génocides). Pour autant, il ne s'agit pas de réfléchir spécifiquement ni sur la notion de guerre totale ni sur celle de guerre d'anéantissement. L'anéantissement est tout de même présent dans les points de passage et d'ouverture avec l'idée qu'il s'incarne réellement sur le front de l'Est. Il s'agit de montrer aux élèves que ces violences, et notamment les génocides, résultent d'un processus, processus génocidaire particulièrement étudié par Raul Hilberg. Dans son ouvrage *La Destruction des Juifs d'Europe*, celui-ci précise que l'extermination est l'étape ultime d'un processus en quatre étapes : l'identification, l'expropriation, la concentration et l'extermination. Au sein de ce processus, la guerre à l'Est joue un rôle majeur dans le passage à la phase d'extermination.

Les civils sont placés au cœur de ce conflit à la fois comme acteurs et comme victimes, victimes de violences extrêmes. Il s'agit d'incarner le récit historique. Cette violence pose également la question des moyens mis en œuvre par les États pour préserver la démocratie. Contrairement au pari des dirigeants nazis, les nations démocratiques prouvent qu'elles peuvent se montrer capables de recourir elles aussi à des mesures extrêmes (bombardement de Dresde, bombardements d'Hiroshima et Nagasaki).

Ces affrontements idéologiques sont abordés à travers le cas de la France. Insister sur les conséquences de la défaite de 1940, c'est insister sur la revanche opportuniste de cette extrême droite antiparlementaire, xénophobe et antisémite des années 1930, extrême droite contre laquelle le Front populaire s'est voulu un rempart. Mais cette victoire n'est pas définitive et les valeurs démocratiques servent de ciment aux mouvements et réseaux très disparates de la Résistance. Malgré leurs différences, leur faiblesse numérique (on estime que 2 à 3 % de population aurait activement résisté), ces mouvements, grâce à l'action du général de Gaulle, se fédèrent autour de l'idéal républicain et contribuent à ce que la démocratie, certes fragilisée, l'emporte face aux régimes totalitaires qui ont marqué ce premier XX^e siècle.

Problématique possible

Comment le projet de domination mondiale des forces de l'Axe a-t-il été mis en échec ?

Insertion possible des points de passage et d'ouverture

Juin 1940 en France : continuer ou arrêter la guerre

Ce point de passage et d'ouverture doit permettre, après un rapide rappel du déroulement des combats en articulation avec l'échelle mondiale, de souligner le choc que représente l'effondrement de la France au début de la guerre, et les choix qu'il suscite.

La bataille de France commence le 10 mai 1940. Très vite, la stratégie allemande fondée sur la vitesse (le couple char/avion) et l'effet de surprise (l'armée allemande se concentre sur les points faibles du dispositif militaire des Néerlandais, Belges et Français) montre sa supériorité. Deux attaques sont lancées, l'une au nord sur les Pays-Bas et l'autre en France. Déjouant toutes les prévisions, environ dix divisions blindées allemandes traversent les Ardennes, massifs montagneux jugés infranchissables. Dès le 10 mai, de nombreux Français habitant le nord de la France, terrifiés par l'avancée des combats et marqués par le souvenir de l'occupation allemande pendant le premier conflit mondial, tentent de rejoindre le Sud : c'est l'exode. Fin mai, une partie des troupes alliées est encerclée à Dunkerque. Le 4 juin, les Allemands opèrent une percée décisive sur la Somme, et le 14 juin ils font leur entrée dans Paris. Le gouvernement français s'installe sur la Loire, puis à Bordeaux, pendant que l'armée française oppose aux forces ennemies une résistance acharnée. Entre 57 000 et 63 000 soldats et marins perdent la vie durant les six semaines de combat. En dépit de ce sacrifice, la France métropolitaine est perdue.

Le gouvernement doit alors arrêter une position : continuer la guerre depuis l'Afrique du Nord ou demander l'armistice. Le président du Conseil, Paul Reynaud, souhaite continuer la guerre. Il est soutenu par Churchill et de Gaulle, qui est entré au gouvernement début mai. P. Reynaud doit faire face à l'opposition de l'armée, notamment de François Darlan, chef d'état-major de la Marine, et de Maxime Weygand, commandant en chef, qui refusent que l'armée endosse la responsabilité de la débâcle. Le maréchal Pétain, qui comprend que l'armistice le propulsera à la tête du gouvernement, soutient cette option, « condition nécessaire à la pérennité de la France éternelle » selon ses termes.

Le Conseil des ministres décisif a lieu le 16 juin. Il est présidé comme il se doit par le chef de l'État, Albert Lebrun. Reynaud constate dès le début qu'il est en minorité. Il présente immédiatement sa démission, pensant que Lebrun le rappellera et qu'il pourra revenir renforcé pour s'opposer aux tenants de l'armistice. Il n'en est rien. Pétain prend la tête du gouvernement et, dès le 17 juin, s'adresse aux Français pour leur annoncer qu'il demande l'armistice, qui est signé le 22 juin à Rethondes. Le général de Gaulle rejoint Londres pour continuer le combat et prononce le 18 juin son « appel » à la résistance.

Les pages que de Gaulle consacre à cet épisode dans ses *Mémoires de guerre* peuvent être lues en classe, avec l'esprit critique nécessaire à toute lecture d'une source historique. Cela permet de lier ce point de passage et d'ouverture et le suivant.

Le vote du 10 juillet 1940 confiant les pleins pouvoirs au gouvernement du maréchal Pétain peut clore ce point de passage et d'ouverture, qui fonctionne avec le suivant comme une mise en place.

De Gaulle et La France libre

Par « France libre », on entend l'organisation formée autour du général de Gaulle par les volontaires ralliés à lui pour continuer le combat. Née à Londres, elle devient un acteur de la guerre en Afrique avant d'intégrer la Résistance intérieure dans la France combattante puis de s'intégrer dans l'Armée française de libération.

À travers l'engagement fondamental de Charles de Gaulle et de la France libre, ce point de passage et d'ouverture pose la question de l'engagement du citoyen qui

Retrouvez éducol sur



décide en conscience de servir ou non l'État, de collaborer ou de résister. C'est mettre en lumière le rôle fondamental des acteurs, des acteurs individuels, mais aussi collectifs. La négation de la démocratie par Vichy, ajoutée à la collaboration d'État avec le régime nazi, contribue à souder les adversaires du régime. De Gaulle peut servir de fil conducteur pour traiter la France dans la guerre (continuer les combats, résister, la participation des FFL et FFI à la libération du territoire).

Que l'on développe beaucoup ou non ce point de passage et d'ouverture, il importe de faire saisir aux élèves les deux dimensions de l'action de Charles de Gaulle : la poursuite du combat d'une part, afin d'inscrire la France dans le camp des vainqueurs, et l'union de la Résistance pour construire une nouvelle légitimité politique d'autre part. Ces deux dimensions sont liées, mais les élèves connaissent souvent mieux la seconde que la première.

Le front de l'Est et la guerre d'anéantissement

Ce point de passage et d'ouverture permet d'aborder l'aspect idéologique du conflit, conflit dont le centre de gravité se déplace vers l'Est après la rupture du pacte germano-soviétique. La guerre menée contre l'URSS est une véritable « croisade » d'anéantissement qui mêle objectifs militaires, politiques, économiques et raciaux. Pensé, planifié et organisé par les nazis, le projet vise avant tout l'aménagement d'un « espace vital » au détriment des populations de l'Est. Toutes ces dimensions figurent dans *Mein Kampf*, écrit entre 1924 et 1925 par Adolf Hitler alors en captivité, et plusieurs fois augmenté. L'opération Barbarossa se distingue par cet aspect d'accomplissement du projet national-socialiste, qui explique qu'Hitler se soit lancé dans l'entreprise alors que la paix espérée n'est pas signée avec le Royaume-Uni et contre l'avis de son état-major. Cette dimension idéologique se traduit par la mise en place d'une culture de guerre qui déshumanise, diabolise l'ennemi militaire ou civil, ce qui contribue au déchaînement de violences extrêmes. Avec l'avancée à l'Est, la volonté d'extermination des Juifs d'Europe se concrétise dès l'été 1941 par les premiers massacres collectifs perpétrés par les *Einsatzgruppen*. La guerre à l'Est reste centrale dans la mise en œuvre de la « Solution finale », par sa nature et du fait de la présence de très nombreuses communautés juives dans ces régions, expliquant l'implantation des centres de mise à mort sur le territoire polonais, mais aussi par l'adhésion des nazis au mythe du « judéo-bolchévisme ». Le génocide des Tsiganes est aussi initié par la guerre à l'Est, étape décisive d'un processus décrit par Michael Zimmerman : recensement et classement, stérilisations, massacres des *Einsatzgruppen*, ghettoïsation et déportations.

Juin 1944 : le débarquement en Normandie et l'opération Bagration

Les stratégies mises en œuvre pour vaincre les puissances de l'Axe doivent être évoquées dans leur globalité. Le débarquement en Normandie est la plus grande opération aéronavale jamais réalisée. Cette opération complexe a nécessité des mois de préparation. L'Opération Bagration, du nom d'un héros des guerres napoléoniennes immortalisé par Tolstoï dans *Guerre et Paix* et originaire de Géorgie, est le pendant de l'offensive alliée en Normandie. Elle illustre la volonté de Churchill, Roosevelt et Staline de prendre l'Allemagne en étau. L'offensive soviétique porte un coup fatal aux forces allemandes sur le front de l'Est. Elle s'arrête en août, mais a épuisé la capacité de résistance allemande. C'est aussi un moment décisif car, selon J. Lopez, auteur d'*Opération Bagration, La revanche de Staline*, elle marque « la première passe d'armes de la guerre froide ». Les Alliés préparent en effet la reconfiguration de l'Europe au

Retrouvez éducol sur



lendemain de la guerre. La Grande Guerre patriotique devient pour l'URSS un des éléments de la propagande du régime. Le sacrifice et la victoire soviétiques permettent au pays et au régime communiste de s'imposer à l'étranger et de montrer la force de son modèle, tout en fédérant à l'intérieur du pays les populations autour du régime, qui a de plus accordé davantage de libertés pendant les combats.

6 et 9 août 1945 : les bombardements nucléaires d'Hiroshima et Nagasaki

Ce point de passage et d'ouverture permet de développer la réflexion sur la fin de la guerre et les enjeux de l'après-guerre qui apparaissent déjà, mais aussi sur une forme particulière de la violence de cette guerre, les bombardements de masse faits pour désorganiser l'adversaire, quitte à cibler de très nombreux civils. Cette stratégie, d'abord utilisée par les nazis, puis par les Alliés, trouve son paroxysme avec le premier et unique usage de l'arme atomique dans l'histoire.

Après l'armistice sur le front occidental, le 8 mai 1945, la guerre continue dans le Pacifique. Elle est acharnée et meurtrière. Le Japon ignore l'ultimatum des alliés lancé lors de la conférence de Potsdam. Pour obtenir la reddition sans condition du Japon, éviter un débarquement et une guerre longue et coûteuse en vies américaines sur le territoire japonais, et afin de montrer la puissance de feu des États-Unis aux Soviétiques, qui commencent alors à se projeter vers le territoire japonais, le président Truman décide du premier bombardement atomique de l'histoire. Le 6 août, une première bombe est larguée sur Hiroshima (340 000 habitants), où se trouve un important siège du commandement militaire nippon, et le 9 août une seconde bombe est lancée sur Nagasaki (195 000 habitants). Le gouvernement japonais cède le 14 août, à la suite notamment de l'invasion soviétique de la Mandchourie. Il est difficile d'estimer le nombre de morts liés aux bombardements atomiques, que l'on situe entre 110 000 et 250 000. Moins d'un mois plus tard, la signature des actes de capitulation du Japon, le 2 septembre 1945, met fin à la Seconde Guerre mondiale.

Les débats sur la nécessité des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki demeurent vifs (on pourra en donner une idée avec la [mise au point de Pierre Grosser](#) sur le site *The Conversation* du 5 août 2020). Ce point de passage et d'ouverture permet d'évoquer l'importance que l'arme nucléaire prend dans les relations internationales, en particulier à partir de 1949, quand l'URSS en dispose également.

Capacités et méthodes : exemple

Mettre un événement ou une figure en perspective
Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique
Confronter le savoir acquis en histoire avec ce qui est entendu, lu et vécu

Afin de comprendre les enjeux qui suivent le choc de la défaite de 1940 en France et pour réfléchir à la notion d'engagement, le professeur peut amener les élèves à mettre en avant un parcours de résistant ou d'engagé dans la France libre de la première heure.

Après avoir présenté la défaite de 1940 et les décisions des dirigeants nationaux, le professeur pourrait poser la question de ce débat (continuer ou arrêter la guerre) à l'échelle de la population. Dans ce but, il est possible de s'appuyer sur les écrits

Retrouvez éducol sur



d'acteurs comme Agnès Humbert pour la résistance intérieure, ou René Génin pour la France libre : les élèves devraient identifier le moment et les motivations de leur engagement et les relier au contexte de 1940. Une mise en perspective permettrait de montrer la diversité des motivations dans la France du régime de Vichy et la construction longue et difficile de la Résistance, ainsi que de faire le lien avec la France libre. Ce travail permettrait également de porter la réflexion sur la nature et la portée des engagements dans le contexte d'une guerre à la violence inédite.

Pièges à éviter

Sur le chapitre 1

- S'attarder sur les causes de la crise économique.
- Ne pas montrer en quoi *New Deal* et Accords Matignon sont une réponse à la crise et aux fragilités des démocraties.

Sur le chapitre 2

- Traiter la naissance et plus largement le fonctionnement des régimes totalitaires.
- Faire l'histoire de la guerre civile espagnole.

Sur le chapitre 3

- Se perdre dans la chronologie d'un récit linéaire.
- Omettre la dimension idéologique de la défaite et du régime de Vichy.

Retrouvez éduscol sur



Pour aller plus loin : bibliographie et sitographie

Bibliographie

Sur le chapitre 1

- Dard Olivier, *Les années 30*, Paris, Le livre de poche, 1999 (et [une de ses interventions éclairantes](#)).
- Gazier Bernard, *La crise de 1929*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2008 (8^e éd.).
- Vigreux Jean, *Le Front populaire 1934-1938*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2011.
- Winock Michel, *La gauche au pouvoir, héritage du Front populaire*, Bayard, 2006.

Sur le chapitre 2

- Berstein Serge et Milza Pierre, *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme*, Bruxelles, André Versailles, 2010.
- Chapoutot Johann, « Le nazisme. Une idéologie en actes », *La Documentation photographique* n°8085, Paris, La Documentation française, 2012.
- Chapoutot Johann, *La loi du sang. Penser et agir en nazi*, Paris, Gallimard, 2014.
- Les crimes cachés du communisme, *L'Histoire*, numéro spécial 324, oct. 2007.
- Friedländer Saul, *Les années de persécution. L'Allemagne nazie et les Juifs (1933-1939)*, Paris, Seuil, 2008 (trad. Marie-France de Paloméra).
- Kershaw Ian, *L'opinion allemande sous le nazisme. Bavière, 1933-1945*, Oxford, Clarendon Press, 1983, trad. fr. CNRS, 1995.
- Léon Enrique, Scot Jean-Paul, *Le nazisme des origines à 1945*, Paris, Armand Colin, 1997. [Beaucoup de textes commentés].
- Luis Jean-Philippe, *La guerre d'Espagne*, Toulouse, Milan, 2002.
- Milza Pierre, « Les Italiens, le fascisme et Mussolini », dans « L'Italie, 150 ans d'une nation », *Les collections de L'Histoire*, n° 50, février 2011.
- Werth Nicolas, *L'Ivrogne et la Marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938*, Paris, Tallandier, 2009.

Sur le chapitre 3

- Aglan Alya et Frank Robert (dir.), *1937-1947, La guerre monde*, Paris, Gallimard, coll. Folio « Histoire », 2 vol., 2015.
- Albertelli Sébastien, Blanc Julien, Douzou Laurent, *La lutte clandestine en France. Une histoire de la Résistance 1940-1944*, Paris, Seuil, 2019.
- Asséo Henriette, *Les Tsiganes, une destinée européenne*, Gallimard, Paris, 2006.
- Bensoussan Georges, *Histoire de la Shoah*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2016.
- Crémieux-Brilhac Jean-Louis, *La France libre; de l'appel du 18 juin à la Libération* (2 tomes), Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2014.
- Duclert Vincent, « Les génocides », *La Documentation photographique* n° 8127, Paris, CNRS éditions, 2019.
- Friedländer Saul, *Les années d'extermination. L'Allemagne nazie et les Juifs (1939-1945)*, Paris, Seuil, 2008 (trad. Pierre-Emmanuel Dauzat).
- Hilberg Raul, *La destruction des Juifs d'Europe*, Paris, Fayard, 1988.
- Jennings Eric, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin – ministère de la Défense, 2014.

Retrouvez éducol sur



- Lecoq Tristan et Douzou Laurent (dir.), *Enseigner la Résistance*, Canopé, 2016 (avec des mises au point scientifiques et des propositions didactiques).
- Lecoq Tristan (dir.), *Enseigner de Gaulle*, Canopé, 2018 (avec des mises au point scientifiques et des propositions didactiques).
- Messager Charles, *Atlas de la Seconde Guerre mondiale*, Autrement, 2000.
- Muracciole Jean-François, *Histoire de la France libre*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1996.
- Muracciole Jean-François, *Les Français libres ; l'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009.
- Peschanski Denis, *Les Tsiganes en France, 1939-1946*, CNRS éditions, 2010.
- Roussel Éric, *16 juin 1940, le naufrage*, Paris, Gallimard, coll. « Les journées qui ont fait la France », 2009.
- Snyder Timothy, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, 2019 [1^e édition 2012].
- Wieviorka Olivier, *Histoire de la Résistance*, Perrin, 2013.
- Wieviorka Olivier, *Histoire du débarquement en Normandie : des origines à la libération de Paris, 1941-1944*, Paris, Seuil, 2007.

Sitographie

- Le site pédagogique du [Mémorial de la Shoah](#).
- Les ressources du site « L'histoire par l'image » pour la période [1919-1939](#) et pour la [Seconde Guerre mondiale](#).
- Les ressources du site de l'INA, avec un dossier sur la [Seconde Guerre mondiale](#).
- Sur le site de Réseau Canopé, des ressources pédagogiques sur :
 - [Enseigner la Résistance](#)
 - [Enseigner de Gaulle](#)
- [L'encyclopédie multimédia de la Shoah](#) du musée des États-Unis du mémorial de l'holocauste.

Retrouvez éduscol sur

